

Bruxelles, 24 Mai 2022

Une nouvelle campagne dénonce la présence grandissante de 55 pesticides très dangereux toujours sur le marché européen

Depuis 2011, les États membres de l'UE sont légalement tenus de renoncer progressivement à 55 pesticides identifiés comme particulièrement nocifs par l'UE. Cependant, un [nouveau rapport](#) révèle qu'à la place leur présence dans l'alimentation a augmenté de façon spectaculaire au cours des dix dernières années; et donc que les États-membres ne respectent pas la législation, au détriment de la protection des consommateurs. Cela va également à l'encontre de l'objectif de réduction des pesticides de la stratégie "de la ferme à la table". PAN Europe et ses organisations membres demandent l'interdiction directe des [12 pesticides les plus toxiques](#) et l'élimination totale des 55 pesticides très nocifs d'ici 2030.

En 2009, le règlement (CE) n° 1107/2009 a introduit une nouvelle catégorie de substances actives appelée "candidats dont on envisage la substitution". Cette catégorie avait pour but d'identifier les substances actives approuvées les plus nocives pour l'homme et l'environnement et de les remplacer par des alternatives chimiques et non chimiques moins nocives pour finalement conduire à leur élimination.

"Cette catégorie regroupe les pires substances utilisées dans l'alimentation encore autorisées sur le marché européen. Aujourd'hui, les stratégies européennes "de la ferme à la table" et "biodiversité" proposent de réduire leur utilisation de 50 % en 2030, mais si les États membres avaient sérieusement poursuivi l'objectif d'élimination progressive fixé par le règlement sur les pesticides, cet objectif "de la ferme à la fourchette" aurait déjà été atteint aujourd'hui", critique Salomé Roynel, chargée de campagne à PAN Europe.

En raison de la toxicité de ces substances, le règlement (CE) n° 1107/2009 les réglemente de manière beaucoup plus stricte que les autres substances actives. Leur période d'approbation par l'UE est limitée à 7 ans (contre 15 ans pour les autres pesticides) et les États membres sont légalement obligés de donner la préférence à des alternatives moins nocives lorsqu'une demande de produit phytopharmaceutique contenant une substance dont on envisage la substitution est déposée. Non seulement les États membres n'ont pas atteint cet objectif, mais un nouveau rapport de PAN Europe montre que les aliments européens sont de plus en plus contaminés par ces pesticides les plus nocifs.

Salomé Roynel a commenté : *"Ces produits chimiques devraient disparaître de notre alimentation. Mais au lieu de cela, nous observons une augmentation spectaculaire de l'exposition à ces substances les plus toxiques au cours des dix dernières années. La proportion de fruits et légumes contaminés par ces pesticides ne cesse d'augmenter. Souvent, les aliments présentent des résidus multiples de deux ou plusieurs de ces substances toxiques en même temps. Cela démontre clairement que les règles de*

Pesticide Action Network (PAN) Europe is a network of NGOs working to reduce the use of hazardous pesticides and have them replaced with ecologically sound alternatives. We work to eliminate dependency on chemical pesticides and to support safe sustainable pest control methods. Our network brings together 40 consumer, public health and environmental organisations and women's groups from across Europe.

Communiqué de presse



substitution n'ont jamais été appliquées par les États membres et qu'ils ont failli à leur responsabilité de protéger les consommateurs."

Salomé Roynel de PAN Europe conclut : *"La substitution des produits chimiques les plus dangereux étant devenue un principe directeur de la stratégie de l'UE sur les produits chimiques pour la durabilité, l'échec de la substitution de ces pesticides les plus nocifs est un scandale ! La transition de l'UE vers un système alimentaire durable ne pourra se faire tant que les pesticides les plus dangereux ne seront pas totalement éliminés de son système de production et de consommation. Ce n'est pas seulement une aspiration politique, c'est la loi depuis 2011 et il est grand temps que les États-membres agissent en conséquence".*

La nouvelle campagne sera déployée au cours des prochains mois dans 10 États membres, dont la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Espagne et les Pays-Bas, avec les revendications suivantes :

- Les États membres doivent immédiatement interdire les douze substances les plus candidates à la substitution. Ces '[Toxic 12](#)' sont parmi les plus dangereux et l'exposition à ces substances est la plus élevée, en raison de leur utilisation dans les champs et/ou de leurs résidus dans les aliments.
- Les États membres doivent commencer à interdire tous les produits pesticides contenant des candidats à la substitution et doivent rendre compte de leurs progrès à la Commission européenne et au public.
- La Commission européenne doit mettre fin aux extensions continues de l'approbation de ces substances toxiques à partir d'aujourd'hui.
- Les lignes directrices en matière de substitution doivent faire l'objet d'une révision indépendante d'ici à la fin de l'année 2022 afin de favoriser les alternatives non chimiques et de s'éloigner du système agricole actuel, très gourmand en pesticides.
- La Commission européenne doit adopter une politique de zéro résidu dans l'alimentation d'ici 2035 : les limites légales de résidus de pesticides pour ces substances doivent être abaissées aux niveaux les plus bas (limite de détermination).

Vous pouvez trouver le rapport "Forbidden Fruit" [ici](#)

Pour en savoir plus sur la campagne : [manifesto](#); www.toxic12.eu

Contact:

- Salomé Roynel, Campaigner, salome@pan-europe.info, +32 2 318 62 55
- Hans Muilerman, Chemicals Coordinator, hans@pan-europe.info, +31 6 55 80 72 55



Pesticide Action Network (PAN) Europe is a network of NGOs working to reduce the use of hazardous pesticides and have them replaced with ecologically sound alternatives. We work to eliminate dependency on chemical pesticides and to support safe sustainable pest control methods. Our network brings together 40 consumer, public health and environmental organisations and women's groups from across Europe.